

Le comportement politique des Québécoises lors de la campagne référendaire de 1995 : une application de la théorie du dépistage

Guy Lachapelle

Volume 17, Number 1-2, 1998

Femmes, citoyenneté et représentation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040101ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040101ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lachapelle, G. (1998). Le comportement politique des Québécoises lors de la campagne référendaire de 1995 : une application de la théorie du dépistage. *Politique et Sociétés*, 17(1-2), 91–120. <https://doi.org/10.7202/040101ar>

Article abstract

This paper seeks to analyze the evolution of women's vote in Québec between the September 12, 1994 election and the October 30, 1995 referendum on Québec independence. Several factors explain why francophone women, who were largely opposed to the societal project of the Parti Québécois in 1994, slightly favored it at the end of the 1995 referendum. This paper proposes an analytical model to study the electoral process in a dynamic way. This model, known as the "screening theory", is a process by which voters make partisan choices by repeatedly evaluating the strength of political forces in light of certain structural and conjunctural factors. Voters, both men and women, go through a maturation process centered around four elements: observation, evaluation, discussion and decision. In the case of the 1995 Quebec referendum, the women's vote, especially francophone women, was often solicited by the sovereignist camp to the point that the message of the YES side appealed to more women voters.

LE COMPORTEMENT POLITIQUE DES QUÉBÉCOISES LORS DE LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE DE 1995 : UNE APPLICATION DE LA THÉORIE DU DÉPISTAGE*

Guy Lachapelle
Université Concordia

*Du pain et des roses
Pour changer les choses
Du pain et des roses*

*Trouvons des trouvailles
Pour que l'on travaille
Guettons les ghettos
Nous somme égaux
Blanches, blondes et brunes
Nous voulons la lune
Rousses, grises et noires
Nous parlons d'espoir*

H. Pedneault
M.-C. Séguin

Comme son titre l'indique, cet article tente de répondre à la question suivante : durant la campagne référendaire québécoise de 1995, le comportement électoral des femmes a-t-il été différent de celui des hommes ? Au cours de cette période les camps du oui et du non ont courtisé l'électorat féminin à tel point que leur appui partisan a été un sujet de préoccupation pour les stratèges des deux camps. La journaliste Chantal Éthier se demandait d'ailleurs en février 1995, au moment de la publication dans l'*Actualité* des résultats d'un sondage CROP, si la souveraineté avait un sexe. À ce moment-là, notait la journaliste, les femmes étaient plus opposées à la souveraineté que les

* L'auteur tient à remercier les trois évaluateurs qui ont eu la gentillesse de lire les premières versions de ce texte. Je tiens à remercier également mes collègues Chantal Maillé et Manon Tremblay pour leurs commentaires sur la dynamique de la campagne référendaire. Finalement, sans la collaboration de la firme SONDA-GEM et de son président, Jean Noiseux, cette étude n'aurait pas pu être réalisée.

Guy Lachapelle, département de science politique, Université Concordia, 7141, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec), Canada, H4B 1R6.

hommes¹. La question qui se posait alors aux souverainistes était de savoir par quels arguments ils pourraient amener un plus grand nombre de femmes à appuyer le camp du oui, surtout au moment où le projet d'un référendum au printemps était dans l'air. Dans le camp du non, l'appui des femmes au *statu quo* était perçu comme la garantie d'une victoire référendaire des forces fédéralistes².

L'objectif de ce texte est de faire l'analyse longitudinale 1) de l'évolution de l'appui partisan des femmes entre l'élection québécoise du 12 septembre 1994 et le référendum du 30 octobre 1995, et 2) de l'impact des politiques mises de l'avant par le gouvernement du Parti québécois sur la mobilisation des femmes. Notre hypothèse centrale est celle-ci : les femmes sont plus sensibles que les hommes à certains messages des gouvernements et elles entretiennent des relations différentes avec l'État. Par exemple, les politiques sociales et économiques des gouvernements exercent une influence plus grande sur les femmes que sur les hommes. Suivant cette hypothèse, pour certaines catégories de femmes, dont celles qui ont un faible revenu et celles qui ont des enfants, les conséquences économiques et sociales de la souveraineté demeurent préoccupantes.

Le climat référendaire et les intentions fédérales de réduire les prestations de chômage et d'aide sociale soulevèrent l'inquiétude de nombreuses québécoises qui sentaient leur sécurité financière et celle de leur famille menacées. Face au vent néolibéral qui soufflait au Canada anglais, le camp souverainiste pouvait offrir en contre-partie une approche plus humaine de la souveraineté et ainsi, devenir un moindre mal pour les groupes les plus démunis de la société, dont font partie les familles monoparentales où le parent responsable est la mère.

D'autres groupes, et en particulier les femmes âgées, voyaient la souveraineté comme un risque, d'autant plus qu'elles avaient connu les années d'après-guerre. C'est pourquoi l'écart homme-femme a souvent été attribué à la pyramide des âges, « l'effet du vote progressiste des femmes » étant annulé par l'effet conservateur du vieillissement de la population »³. Nous faisons également l'hypothèse que les clivages droite/gauche, individualiste/collectiviste et laissez-faire/interventionniste ont influencé le vote référendaire des Québécoises. Ce phénomène fut également observé en Angleterre durant la période thatcheriste⁴.

-
1. Chantal Éthier, « Où ira le vote des femmes ? », *L'Actualité*, mai 1995, p. 83-88.
 2. Guy Lachapelle (dir.), *L'impact référendaire*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1995. Maurice Pinard, Robert Bernier et Vincent Lemieux, *Le combat inachevé*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1997.
 3. Jacques Fournier, « Les rapports hommes-femmes », *Le Devoir*, 25 septembre 1995, p. A-9.
 4. Sylvia B. Bashevkin, « Social Change and Political Partisanship : The Development of Women's Attitudes in Quebec, 1965-1979 », *Comparative Political Studies*, vol. 16, n° 2 (juillet 1983), p. 147-172.

Résumé. L'hypothèse centrale est que les femmes sont plus sensibles que les hommes à certains messages des gouvernements et que les deux groupes entretiennent des rapports différents avec l'État. Dans le contexte du référendum québécois de 1995, cette hypothèse a été soumise à un modèle d'analyse socioculturel de la dynamique électorale, la théorie du dépistage. Celle-ci retrace le processus cognitif par lequel les électeurs arrivent à déterminer leurs intentions de vote après des étapes d'observation, d'évaluation, de discussion et de décision. Dans le cas précis de l'appui partisan des québécoises entre 1994 et 1995, le modèle permet de mieux comprendre pourquoi les femmes francophones ont légèrement favorisé le camp du OUI à la fin de la campagne référendaire.

Abstract. This paper seeks to analyze the evolution of women's vote in Québec between the September 12, 1994 election and the October 30, 1995 referendum on Québec independence. Several factors explain why francophone women, who were largely opposed to the societal project of the Parti Québécois in 1994, slightly favored it at the end of the 1995 referendum. This paper proposes an analytical model to study the electoral process in a dynamic way. This model, known as the « screening theory », is a process by which voters make partisan choices by repeatedly evaluating the strength of political forces in light of certain structural and conjunctural factors. Voters, both men and women, go through a maturation process centered around four elements : observation, evaluation, discussion and decision. In the case of the 1995 Quebec referendum, the women's vote, especially francophone women, was often solicited by the sovereigntist camp to the point that the message of the YES side appealed to more women voters.

Autre facteur non négligeable de l'appui partisan des femmes : la politique est souvent perçue, surtout par les groupes de femmes, comme un lieu trop souvent réservé aux hommes. Si les militantes féministes se sont souvent retrouvées dans le camp souverainiste, c'est qu'elles partageaient, et partagent encore, certains objectifs communs qui rassemblent un grand nombre de Québécois. L'égalité homme-femme, l'adoption de politiques sociales mieux adaptées aux besoins des divers segments de la population sont des valeurs que partagent tous les sociaux-démocrates souverainistes⁵. Comme dans tout mouvement, ces femmes représentent les porte-étendards d'un projet de société qui doit être constamment renouvelé. Mais la question fondamentale à laquelle les souverainistes devaient répondre durant la

5. Chantal Maillé, 1996, *Mouvement des femmes et questions identitaires dans le Québec contemporain*, miméo, 1996, 18 p. ; Chantal Maillé et Manon Tremblay, « Femmes et référendum : une force politique incontournable », dans *L'impact référendaire*, op. cit., p. 347-373; Chantal Maillé, 1990, *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1990.

campagne référendaire de 1995 était celle-ci : la souveraineté pouvait-elle être une occasion de réinventer les relations hommes-femmes dans le nouvel État du Québec ?⁶ Les groupes de femmes se demandèrent, autant que d'autres groupes au sein de la société québécoise, si leur adhésion au mouvement souverainiste peut constituer une occasion privilégiée d'atteindre certains objectifs sociaux plus globaux.

Le retour au pouvoir du Parti québécois en septembre 1994, après neuf années de régime néolibéral, a montré à plusieurs groupes qu'il était désormais possible d'établir un dialogue avec l'État, afin que bon nombre de demandes sociales puissent enfin se concrétiser. Depuis plus de dix ans, des groupes de femmes au Québec réclamaient une loi sur la perception automatique des pensions alimentaires. Le Parti québécois s'était engagé, au cours de la campagne électorale, à légiférer en ce sens. En janvier 1995, la Fédération des familles monoparentales demandait le dépôt immédiat d'un projet de loi. Quelques jours plus tard, la ministre de la Condition féminine répondait aux attentes de ces groupes en déposant à l'Assemblée nationale le projet de loi attendu.

À partir de cet arrière-plan sociopolitique, nous tenterons donc de proposer un modèle d'analyse du comportement électoral, la théorie du dépistage, qui va nous permettre d'analyser les distinctions entre le vote des Québécoises et celui des Québécois. Dans un deuxième temps, nous ferons une analyse longitudinale du comportement électoral des Québécoises durant la campagne référendaire. Ensuite, à l'aide des résultats d'un sondage panel que nous avons réalisé pendant et après la campagne référendaire, nous tenterons de mieux comprendre l'engagement politique des Québécoises et, en particulier, des Québécoises francophones. Si le comportement des Québécoises a été différent de celui des Québécois, a-t-il différé ?

LA THÉORIE DU DÉPISTAGE : LE PROCESSUS DE LA COMMUNICATION SOCIALE ET LA FORMATION DE L'OPINION PUBLIQUE

Le modèle d'interprétation

Le modèle d'analyse du comportement électoral que nous proposons ici pour étudier le vote des femmes, et que nous désignons théorie du dépistage, s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle *le processus cognitif par lequel les électeurs hommes et femmes déterminent leurs intentions de vote repose sur une évaluation constante des forces*

6. Jacques Fournier, « Les rapports hommes-femmes », *Le Devoir*, 25 septembre 1995, p. A-9. Elisabeth Gidengil, « *The Gender Gap in Support for Quebec Sovereignty* », communication présentée lors du congrès annuel de l'association canadienne de science politique, Brock University, 1996.

en présence, évaluation pondérée à la fois par des facteurs structureaux et conjoncturels. La communication sociale s'inscrit directement dans cette perspective d'analyse où le contexte social et l'influence personnelle jouent un rôle aussi important que celui des campagnes menées par les partis. L'électeur n'est pas un être amorphe : il suppose, confronte, discute et agit en fonction d'un ensemble de facteurs qui jouent plus ou moins directement sur sa décision. De plus, nous pensons que les élites politiques et sociales contribuent grandement à la définition des enjeux sociaux qui facilitent la mise en place de coalitions sociales⁷.

Toutefois, le climat d'incertitude économique accentue l'importance des *facteurs conjoncturels* lors des campagnes électorales ou référendaires. Ceci ne signifie toutefois pas que les facteurs structurels qui soutiennent la stabilité de nos démocraties occidentales n'ont plus d'importance. Mais de brusques changements d'opinion peuvent survenir surtout à la fin d'une campagne. Aussi faut-il y aller avec prudence dans l'interprétation des intentions de vote, telles que présentées dans les sondages. Face à un électorat volatil, qui se décide à la dernière minute, les sondages peuvent être erronés. La fluidité de l'électorat donne d'ailleurs à penser qu'un événement politique majeur ou un changement de stratégie peuvent changer le cours d'une campagne et en modifier le résultat. Le référendum québécois de 1995 offre un excellent exemple : le score référendaire ne fut probablement définitif qu'à la fermeture des bureaux de scrutin, le lundi 30 octobre 1995, à 19 heures. La volatilité de l'électorat, en particulier lors de l'élection de 1995, montre que la campagne référendaire a joué un rôle déterminant. Selon les sondages publiés alors le taux d'indécision oscillait entre 10 % et 15 %, marge qui rendait possible un revirement en pleine campagne.

Conséquemment, nous rejetons toute analyse qui serait strictement axée sur les variables économiques. Les tenants de cette approche estiment que les individus cherchent à maximiser leurs avantages personnels à travers leur comportement électoral et qu'ils votent pour le parti politique le plus offrant et choisissent l'option référendaire qui leur permettra de conserver leurs avantages sociaux. Cette école de pensée soutient également que les individus agissent de manière égoïste, et exclut les comportements altruistes basés sur certaines valeurs culturelles et politiques. Toutefois, comme certaines études récentes l'ont démontré, le modèle economiciste est peu convaincant parce qu'il ne permet pas de déceler précisément les motifs pour lesquels les citoyens appuient un parti plutôt qu'un autre, une

7. John R. Zaller, *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 1996. Patrice P. Leclerc, « New Social Movement Theory : Does it Explain the Feminist Movement in Quebec ? », *Socialist Studies Bulletin*, 1994, vol. 38, p. 19-53. Sylvia B. Bashevkin, *op. cit.*

option référendaire plutôt qu'une autre⁸. Sur le plan méthodologique, ce type d'analyse pêche souvent par empiricisme en partageant trop souvent de façon dichotomique le comportement électoral et en négligeant les nuances et variations de l'opinion publique⁹. En fait, la recherche a démontré que lorsque le nombre de réponses admises est réduit à deux (oui ou non), les personnes ont l'impression qu'on les force à prendre une position tranchée, ce qui augmente le nombre de discrets et d'indécis.

Globalement, l'approche économiciste semble mal adaptée à la situation québécoise parce qu'elle laisserait de côté les valeurs véhiculées par certains groupes, en particulier par la population francophone. Le modèle de l'électeur rationnel peut difficilement expliquer pourquoi les gens votent, car tout compte fait le coût d'aller voter excède souvent l'influence que l'on peut avoir comme citoyen sur les décisions gouvernementales. Finalement, derrière l'économicisme se cache un discours idéologique de droite qui va parfois à l'encontre des valeurs de participation des démocraties.

Néanmoins, on ne peut que noter, à l'appui de la thèse des choix publics, une certaine remontée des valeurs individualistes au détriment des valeurs collectives. Le référendum québécois de 1995 a toutefois démontré un retour du balancier vers des attitudes plus collectivistes propres à la société québécoise francophone. On doit parler au Québec d'une culture politique où « la mémoire collective » – d'autres parlent d'identité ou de valeurs démocratiques – influence le comportement électoral des individus. Plus encore, et les résultats du référendum l'indiquent fort bien, il existe des différences régionales importantes au Québec qui témoignent du développement de plusieurs identités. La transmission des valeurs politiques est donc un sujet d'étude fascinant. À cet égard, nous croyons que les citoyens décident de voter pour un parti ou choisissent une option, non pas en vue de maximiser leurs bénéfices personnels, mais en se basant sur une évaluation multidimensionnelle tenant compte des leaders politiques, du programme électoral d'un parti et de l'action gouvernementale correspondant le plus à leurs valeurs sociales et individuelles.

L'approche socioculturelle que comporte la théorie du dépistage n'est toutefois pas totalement incompatible avec certains modèles qui privilégient les facteurs économiques. Il existe une relation étroite entre le développement économique du Québec et l'émergence de la démocratie québécoise¹⁰. Toutefois, les électeurs non pas seulement

8. Jeffrey Friedman, *The Rational Choice Controversy*, New Haven, Yale University Press, 1995.

9. Donald P. Green et Ian Shapiro, *Pathologies of Rational Choice Theory*, New Haven, Yale University Press, 1994.

10. Lucie Desrochers, *Femmes et pouvoir – la Révolution tranquille*, Québec, Les Publications du Québec, 1993.

un comportement de court terme, mais peuvent également agir en fonction d'objectifs à plus ou moins long terme. Comme le souligne Ronald Inglehart :

Ainsi, la relation à long terme entre l'économique et le politique est complexe. Il semble néanmoins y avoir un lien empirique clair entre le développement économique et l'émergence de la démocratie participative, où les théories du choix public et la culture politique ne sont pas incompatibles mais plutôt des modes d'explication complémentaires.¹¹

Conséquemment, nous croyons que notre grille d'analyse constitue une alternative à la théorie des choix publics comme modèle explicatif du comportement électoral.

Durant la campagne référendaire de 1995, les journalistes et observateurs de la scène politique québécoise ont souvent affirmé que l'émotion n'était pas au rendez-vous comme ce fut le cas lors du référendum de 1980. En fait, il faut bien comprendre que l'électeur a évolué depuis 1980, qu'il a l'expérience des chocs émotifs (rapatriement de la constitution canadienne sans l'accord du Québec et rejet de l'entente Meech-Langevin en particulier) et que son appréciation des débats de société qu'il a vu défiler constitue en soi un bagage d'expérience sociopolitique non négligeable. Si l'émotion n'était pas tout à fait au rendez-vous au début de la campagne, elle a certes repris sa place avec le choix de Lucien Bouchard comme chef négociateur. S'il faut avoir confiance dans la capacité des électeurs à juger de la qualité des programmes et des candidats et candidates, ce que certains observateurs et stratèges nient de manière souvent cynique, il faut aussi croire que d'autres facteurs incitent les citoyens à sopeser les coûts directs et indirects d'une décision aussi importante que celle d'appuyer la souveraineté du Québec. À ce titre, on pourrait reprendre la théorie des «*challenge and response*» de l'historien britannique Arnold J. Toynbee qui souligne que, dès qu'un groupe humain doit faire face à un défi (*challenge*) dans son milieu de vie, il s'organise pour y répondre (*response*) en donnant souvent naissance à une civilisation originale.

Notre théorie du dépistage part du postulat selon lequel chaque électeur suit un parcours de maturation sociale comportant quatre étapes : *l'observation, l'évaluation, la discussion et la décision*. Au début, tous les électeurs n'acceptent pas nécessairement de jeter un regard critique sur les débats de société qui ont cours à un moment précis. Certains décideront volontairement de s'exclure du débat pour diverses raisons à la fois sociales et économiques ou carrément

11. Ronald Inglehart, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 17.

opportunistes. D'autres suivront les événements, évalueront en cours de route la performance des acteurs politiques, mais refuseront de participer activement au débat tout en manifestant un grand intérêt pour la chose publique. Certains poseront des gestes plus partisans, chercheront à convaincre les membres de leur famille et leurs amis de participer de diverses façons à la discussion publique. Finalement, la décision de choisir une option plutôt qu'une autre et d'aller voter relève d'une analyse évaluant que les avantages sociaux, économiques et politiques de l'option surpassent les coûts qu'elle entraîne¹².

De plus, toute la stratégie d'un parti politique ou d'une option référendaire doit d'abord s'appuyer sur le *consensus social*. Les thèmes rassembleurs, les valeurs qui forment le « commun dénominateur » de la société québécoise et peuvent rallier à la fois les souverainistes et les fédéralistes, constituent un champ d'analyse fort intéressant. L'entente tri-partite PQ-BQ-ADQ du 12 juin 1995 constituait une plate-forme de discussion qui a permis, sans aucun doute, d'élargir le consensus autour de la question de l'avenir des relations entre le Québec et le Canada. Tout consensus doit être maximal lors d'une élection ou d'un référendum. Il se définit comme la plus petite distance moyenne entre l'opinion représentée par la plate-forme d'une option, d'une part, et les opinions de tous les individus composant l'électorat, d'autre part. Mathématiquement, la plate-forme (pf) étant plus ou moins éloignée de l'opinion (p) de l'individu (i), le carré de la distance moyenne s'exprime ainsi :

$$d^2 = \frac{1}{n} \sum_i (pf - pi)^2$$

Il est donc envisageable de présenter des arguments, lors des campagnes électorales ou référendaires, en appuyant sur certains éléments du programme et en insistant moins sur d'autres, de manière que la distance entre la plate-forme et l'opinion publique soit minimale. Alors, le programme d'un parti sera le **centre de gravité** de l'opinion politique et constituera un gage de succès potentiel. Il s'agit donc, pour tout parti politique, de proposer une plate-forme électorale répondant aux attentes de la population, de manière à s'assurer que « la marche ne soit pas trop haute » pour l'électeur. C'est ce qui fit le succès du camp souverainiste lors de la campagne référendaire, en particulier auprès de l'électorat féminin. En proposant la souveraineté partenariat, on déstabilisait par le fait même la campagne du non. Le vote est dans ce sens beaucoup plus que la simple manifestation

12. Guy Lachapelle, « Les raisons du vote massif des Québécois au référendum », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 3, 1996, p. 23-26.

populaire d'une volonté politique, c'est aussi l'expression de la population, de ses inquiétudes, de ses valeurs, de ses espoirs et du *niveau d'intégration de l'individu concerné à son entourage immédiat*.

Nous croyons que notre modèle intègre l'ensemble de ces composantes et permet de démontrer la façon dont la croissance de l'État québécois et du secteur public a modifié la relation citoyenne-État (stratification sociale vs choix de politiques). En ce sens, l'élection du Parti québécois, le 12 septembre 1994, a eu une influence déterminante sur les politiques de l'État québécois. De même, le référendum du 30 octobre 1995 a replacé le litige Québec-Canada dans un tout nouveau contexte qui a obligé le gouvernement québécois et le gouvernement fédéral à revoir leurs stratégies d'intervention. Par ses politiques de réduction des dépenses, chaque gouvernement ouvre la porte à l'établissement de nouveaux clivages sociaux, d'inégalités et d'alliances partisans qui auront tôt fait d'être discutés par l'intermédiaire des mécanismes de la communication sociale et du réaligement culturel (médias, leaders d'opinion, etc.). Notre approche se veut donc dynamique et propose l'hypothèse d'une médiation constante des opinions individuelles et collectives.

Présentation de la méthodologie

Pour démontrer la pertinence de nos hypothèses, nous avons utilisé pendant la campagne référendaire la technique du sondage panel, qui consiste à interroger un même échantillon à deux moments différents. Elle permet de mesurer avec précision les réactions des individus à un événement important (en l'occurrence les résultats du référendum) en éliminant les fluctuations de la marge d'erreur statistique. La technique du panel nous a permis d'interpréter après coup les résultats référendaires en fonction de l'opinion de l'électorat féminin **avant et après** le référendum. La première phase du sondage fut réalisée par la maison SONDAGEM du 21 au 25 octobre 1995; 1 068 entrevues furent complétées avec un taux de réponse de 61,8 %. Après le référendum, la seconde phase du sondage a rejoint, du 2 au 6 novembre, 869 des 1 068 répondants de l'échantillon initial pour un taux de réponse de 81,4 %. De plus, 66 nouveaux répondants non rejoints à la fin d'octobre se sont ajoutés pour donner un échantillon final de 935 personnes.

L'ANALYSE LONGITUDINALE DE L'APPUI PARTISAN DES QUÉBÉCOISES

Dès le lendemain de la victoire du Parti québécois à l'élection du 12 septembre 1994, la date du prochain référendum sur la souveraineté du Québec était au centre de toutes les discussions. Le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, était prêt à « enclencher » le processus d'accession à la souveraineté en mettant en place les outils permettant aux Québécois de constater que la souveraineté était non seulement réalisable, mais qu'elle serait bénéfique pour tous. Du côté du Parti libéral du Québec, la défaite fut difficile à accepter, compte tenu du mince écart qui le séparait du Parti québécois, moins de 1 %. Pour sa part, le PLQ devait désormais préparer la prochaine campagne référendaire et surtout réfléchir sur son rôle d'opposition officielle.

L'opinion publique québécoise fut dès ce moment scrutée à la loupe pour déceler tout élément pouvant favoriser les options souverainiste et fédéraliste. Les sondages publics se multiplièrent; ils démontrèrent qu'à bien des égards les Québécois et Québécoises n'étaient pas tout à fait prêts à appuyer le projet souverainiste. Si la confiance régnait dans le camp fédéraliste, où le premier ministre du Canada Jean Chrétien proclamait que le non l'emporterait dans une proportion de 60 % à 40 %, une volonté très nette de faire progresser le débat public au Québec se manifestait au sein du camp souverainiste. L'inquiétude et la ferme volonté de faire tourner l'opinion publique alimenteront constamment la discussion au sein du camp souverainiste. Jusqu'au début de septembre 1995, tous les sondages indiquaient que le non allait facilement l'emporter.

Dans cette section, nous examinerons plus attentivement comment l'électorat québécois féminin et masculin a réagi aux divers événements qui se sont déroulés entre l'élection du 12 septembre 1994 et le référendum du 30 octobre 1995. Nous avons choisi de découper cette période en quatre segments : 1) la longue campagne, soit de l'élection de septembre 1994 au « virage » du 7 avril 1995 où l'hypothèse d'un référendum hâtif semble avoir été écartée; 2) la précampagne, du virage, en passant par l'entente PQ-BQ-ADQ du 12 juin, jusqu'à l'annonce par Jacques Parizeau le 6 septembre 1995 de la date du référendum; 3) la courte campagne étalée sur les trois semaines de septembre, qui verra la présentation du préambule (le 6 septembre) et du projet de loi 1 (le 7 septembre) sur la souveraineté; et finalement 4) la campagne référendaire, qui débuta le 1^{er} octobre pour se terminer avec le scrutin du 30 octobre 1995. Ces quatre périodes correspondent également aux quatre étapes de notre théorie du dépistage, soit l'observation, l'évaluation, la discussion et la décision (voir tableau 1).

Tableau 1
Appui des femmes aux options du NON et du OUI
(appui des hommes entre parenthèses)

Institut	Période des entrevues	N	Non	Oui	Indécis
A. La longue campagne					
SOM	9-14 décembre	1010	ND (ND)	38 (52)	ND (ND)
Léger et Léger	10-13 décembre	603	47,5(44,5)	36,5 (47,0)	16,0 (8,5)
CRÉATEC+	11-19 janvier	10011	44 (42)	32 (42)	18 (11)
Léger et Léger	19-23 janvier	1001	46,9(45,1)	36,4 (44,9)	16,7 (9,9)
SOM	30 mars - 5 avr.	1006	48 (44)	26 (38)	26 (18)
B. La précampagne					
Léger et Léger	18-24 mai	1001	43 (ND)	37,1 (ND)	19,9 (ND)
Léger et Léger	15-20 juin	1003	52,2(42,5)	45,3 (49,8)	ND (ND)
CROP1	5-25 juin	1509	46 (37)	38 (53)	16 (9)
C. La courte campagne					
SOM	7-12 sept.	1003	46 (42)	31 (44)	23 (14)
SOM	19-25 sept.	1820	50 (45)	34 (45)	16 (10)
CROP	20-25 sept.	2020	48 (45)	34 (46)	18 (9)
Léger et Léger	25-28 sept.	1006	ND (ND)	40,2 (47,7)	N (ND)
Lepage	25-29 sept.	1369	42,8(32,3)	45,6 (59,9)	11,6 (7,8)
D. La campagne référendaire					
Léger et Léger	1-4 oct.	1015	47 (41)	36 (51)	17 (9)
Léger et Léger	8-12 oct.	1012	46,0(38,5)	38,9 (51,5)	15,1 (10)
SOM	13-16 oct.	9815	4,2 (ND)	32,5 (53,6)	13,3 (5,3)
CROP	13-16 oct.	1151	43 (43)	40 (47)	17 (10)
Léger et Léger	16-20 oct.	1005	47,3 (36,7)	38,8 (53,3)	14,0 (10,0)
CROP	19-23 oct.	1072	46 (38)	40 (50)	14,0 (12,0)
Léger et Léger	23-26 oct.	1003	42,2(40,5)	43 (51,1)	14,8 (8,5)

Moyenne par période					
1. La longue campagne			46,6 (43,9)	33,8 (44,8)	19,2 (11,9)
2. La précampagne			44,5 (37,0)	37,6 (53,0)	17,9 (10,0)
3. La courte campagne			44,5 (39,8)	37,4 (50,0)	18,1 (10,2)
4. La campagne référendaire			46,5 (39,6)	38,5 (51,1)	15,0 (9,3)

ND = non disponible

La longue campagne : l'observation des débats

Le premier événement majeur qui a eu lieu au cours de cette période fut la présentation à l'Assemblée nationale, le 6 décembre 1994, de l'avant-projet de loi portant sur la souveraineté du Québec. Ce projet devait, à la suite d'une vaste consultation publique tenue dans les 15 régions du Québec, être adopté par l'Assemblée nationale, puis être soumis aux Québécois et Québécoises par voie référendaire. Dans deux sondages SOM, réalisés l'un pour le compte de Radio-Québec et l'autre pour le groupe *Southam News*, les Québécois se prononcèrent à 55 % en faveur de la démarche gouvernementale. De plus, le Parti libéral du Québec, qui avait déjà annoncé sa décision de ne pas participer aux audiences des commissions régionales se fit rabrouer par les électeurs qui estimaient à 51 % contre 33 % que le PLQ avait tort et qu'il devrait au contraire faire valoir son point de vue. Chez les francophones, l'écart était encore plus important : 57 % contre 28 % ont affirmé que le PLQ devait participer aux audiences des commissions. Un sondage Léger et Léger, réalisé au même moment, indiquait qu'une majorité de Québécois, soit 58,4 %, était d'accord avec la démarche du gouvernement Parizeau, alors que 35,7 % s'y opposait ; selon ce sondage, 65,7 % des Québécois et Québécoises souhaitaient la participation des fédéralistes aux commissions régionales.

De plus, les Québécois et Québécoises semblaient déjà immunisés contre les scénarios catastrophiques de la souveraineté. Dans un sondage CROP, effectué pour le compte du magazine *L'Actualité*, 63 % des Québécois ont dit souhaiter que le camp fédéraliste présente de nouvelles propositions constitutionnelles avant le référendum. Or, comme on le sait, les stratèges fédéralistes à Ottawa, afin de maintenir la plus grande cohésion possible dans leur camp, se refusaient à proposer toute offre constitutionnelle. En fait, dès cet instant, près des deux tiers des Québécois et Québécoises (63 %) étaient prêts à donner une dernière chance à la réforme constitutionnelle avant d'envisager le saut dans la souveraineté. Plus encore, ce sondage indiquait que 61 % des répondants estimaient que la souveraineté du Québec entraînerait pour eux un gain personnel ou qu'elle n'affecterait pas leur vie ; 45 % des Québécois et Québécoises pensaient qu'à long terme la souveraineté aurait un effet positif sur l'économie québécoise (45 %) plutôt que le contraire (35 %).

En ce qui concerne l'électorat féminin (voir tableau 1), selon l'ensemble des sondages, les Québécoises dans leur ensemble et sans distinction de langue affichaient une nette préférence pour l'option fédéraliste. En moyenne, au cours de cette période, alors que les hommes étaient partagés entre les deux options, le oui se situant à 44,8 % et le non à 43,9 %, l'électorat féminin appuyait de manière

significative l'option fédéraliste, l'écart étant de 12,8 %. Alors que les maisons Léger et Léger et CRÉATEC+ affichaient des écarts d'environ 10 %, le sondage SOM du début d'avril montrait une avance de 22 points pour le camp fédéraliste parmi l'électorat féminin, mais un pourcentage anormalement élevé, soit de 26 % de personnes qui ne sont pas prononcées.

La précampagne : l'évaluation des forces en présence

Durant la précampagne, toutes les discussions qui mèneront à l'entente tripartite PQ-BQ-ADQ du 12 juin 1995 et l'éventualité croissante d'une victoire du oui constitueront les deux points de mire. Au lendemain de l'assemblée du Bloc québécois d'avril 1995, un sondage Léger et Léger (13-20 avril) indiquait que si Lucien Bouchard devenait président du comité du oui à la place de Jacques Parizeau, l'option du oui passerait à 46,2 % contre 42,3 % pour le non et 11,5 % de discrets. L'influence de Lucien Bouchard se faisait à ce moment particulièrement sentir chez les électeurs entre 45 et 54 ans ; avec Jacques Parizeau comme président, cette tranche de l'électorat appuierait le camp fédéraliste dans une proportion de 52 % contre 37 % pour le oui. Avec Lucien Bouchard, la situation s'inverse, le oui recueillant 52 % des intentions de vote contre 37 % pour le non.

Cet épisode que les observateurs ont qualifié de « virage » a insufflé un élan nouveau au camp souverainiste. Dans un sondage CROP réalisé à la demande du Conseil sur l'unité canadienne, du 16 au 24 mai 1995, soit après le virage mais avant l'entente tripartite PQ-BQ-ADQ du 12 juin, la souveraineté-association gagnait davantage la ferveur populaire pour se situer à 57 %. Dès lors, le camp fédéraliste a réalisé que le oui pouvait l'emporter au référendum. On parlait même de revoir la stratégie fédéraliste et de faire des offres de changements constitutionnels. Mais la croissante crédibilité d'une telle victoire aux yeux de l'électorat ne semblait pas inquiéter les fédéralistes, le premier ministre de Jean Chrétien et le Canada anglais. Dans ces circonstances, le camp du non continua à privilégier la même stratégie, c'est-à-dire de faire le procès de la souveraineté et trouver dans diverses strates des sociétés québécoise et canadienne, et en particulier au sein du milieu des affaires, des porte-parole du fédéralisme qui ne remettraient pas en cause la stratégie fédérale.

Un sondage Léger et Léger effectué, comme le CROP précédent du 18 au 24 mai indiquait clairement que les Québécois favorisaient nettement une forme de souveraineté-association. La souveraineté sans offre d'association se maintenait au même niveau qu'au moment de l'élection du Parti québécois en septembre 1994 et l'influence des commissions régionales restait minime. Toutefois, dès que cet institut

posait la question sur la souveraineté avec association, le camp du oui était alors en avance à 51,4 % contre 48,6 % pour le non. Chez les francophones, 48,1 % se sont dits favorables au oui alors que 34,3 % se sont déclarés pour le non. De plus, 12,1 % des partisans du non ont déclaré être favorables à la souveraineté-association.

On pouvait constater dans ce sondage, que chez les femmes, l'écart entre le oui et le non avait diminué pour se situer à 6,1 %. Un sondage CROP de juin, publié une semaine après celui de Léger et Léger, laissait entrevoir pour la première fois depuis l'élection de septembre 1994 qu'un vote majoritaire favorable à la souveraineté était possible si le gouvernement faisait une offre de partenariat au reste du Canada. Le sondage CROP a confirmé que les femmes continuaient d'opter pour le non, mais que l'écart s'était réduit à 8 % alors que le oui faisait des gains appréciables au sein de l'électorat masculin, 53 % des hommes appuyant la souveraineté.

Les gains du camp souverainiste au sein de l'électorat féminin peuvent s'expliquer non seulement par une plus grande conscientisation des souverainistes face aux difficultés économiques des femmes, mais aussi par le militantisme accru des femmes, surtout après la *Marche des femmes* de juin 1995. Cet événement amena le gouvernement du Parti québécois et le mouvement souverainiste à formuler des objectifs précis face aux revendications politiques des groupes de femmes. Lorsque, le 4 juin 1995, 15 000 femmes se rassemblèrent devant l'Assemblée nationale après une marche de 200 kilomètres – pour clôturer la *Marche des femmes* contre la pauvreté entamée le 26 mai à Montréal, Longueuil et Rivière-du-Loup – tout le Québec resta stupéfait devant cette mobilisation sans précédent. Non seulement le gouvernement du Québec s'est engagé à répondre concrètement aux demandes des marcheuses et de toute la population qui les appuyait, mais tous ont senti que le camp du changement se féminisait et qu'un « nouveau partenariat entre le mouvement des femmes et le gouvernement » était réalisable¹³.

Des neuf revendications présentées par les groupes de femmes, sept furent reçues par le gouvernement¹⁴. Toutefois, la plus grande déception pour les porte-parole de la coalition fut la hausse du salaire minimum à 6,45 \$ au lieu des 8,15 \$ qu'elles réclamaient. Déception d'autant plus grande que deux tiers des personnes travaillant au salaire minimum sont des femmes. Françoise David, présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), a écrit que ce gain, même s'il s'agissait de la hausse la plus importante du salaire minimum en vingt

13. Lise Lachance, « Du pain et des roses – Début d'un nouveau partenariat », *Le Soleil*, 5 juin 1995, p. A-6.

14. Michel Venne, « Sept sur neuf pour les marcheuses », *Le Devoir*, 5 juin 1995, p. A-1 et p. A-8.

ans (0,45 \$), était insuffisante et que la lutte allait se poursuivre¹⁵. Dans son bilan de la *Marche des femmes*, la présidente de la FFQ estime que cette marche a permis aux femmes de faire des gains politiques majeurs : « visibilité des groupes de femmes, mise sur la table de débats socio-économiques importants, renforcement de l'unité de toutes les composantes du mouvement des femmes et positionnement de celui-ci face aux instances gouvernementales, remise à l'ordre du jour de l'action collective, etc. »¹⁶. La présidente de la FFQ affirmait d'ailleurs à la fin de 1995 que son organisme s'était fixé deux priorités pour 1996 : l'obtention d'une loi satisfaisante sur l'équité salariale et une hausse du salaire minimum à 7,60 \$¹⁷.

Le fait que les membres de la FFQ¹⁸ ont opté dans une proportion de 83 %, lors d'une consultation tenue le 1^{er} octobre 1995, pour la souveraineté du Québec a probablement joué un rôle dans la montée de l'appui à l'option du oui chez les femmes francophones. En devenant membre du Regroupement des Québécoises pour le oui, la FFQ soulignait que son engagement n'était pas partisan et que l'objectif d'une société plus équitable (lutte contre la pauvreté, exclusion, discrimination) ne pouvait qu'être bénéfique aux femmes. L'engagement de la FFQ envers la cause souverainiste n'avait rien de surprenant quand on considère que ce mouvement avait également appuyé cette option lors des audiences de la commission Bélanger-Campeau en 1990.

Un sondage, effectué à la mi-septembre par la maison SOM et dont les résultats furent rendus publics lors de l'émission *Droit de parole* à Radio-Québec le 22 septembre 1995, a démontré que les femmes plus que les hommes, 76 % contre 72 %, estimaient que le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, devait rendre publique l'offre de partenariat (tableau 2). L'autre élément intéressant de ce sondage est que les hommes étaient beaucoup plus confiants que les femmes, 53 % contre 39 %, de voir le gouvernement du Canada négocier une entente de partenariat avec le gouvernement du Québec au lendemain d'un référendum favorable au OUI. Les femmes se sont montrées indécises sur ce point. Toutefois, l'électorat masculin et féminin trouvait souhaitable la négociation d'une telle entente, les hommes légèrement plus que les femmes, 77 % contre 70 %.

15. Françoise David, *La marche des femmes – Des gains: un peu, beaucoup, passionnément ?*, miméo, non numéroté, 27 juin 1995.

16. *Ibid.*

17. Jean-Marc Salvé, « Priorité de la Fédération des femmes du Québec – Le salaire minimum à 7,60 \$ », *Le Soleil*, 30 décembre 1995, p. A-1 et p. A-2.

18. La Fédération des femmes du Québec est un organisme politique non partisan qui a pour objectif de défendre les droits et les intérêts des femmes, surtout de celles qui sont pauvres et exclues des lieux de pouvoir. Elle compte 96 associations-membres, 3 associations-alliées et 252 membres individuels.

Tableau 2
Intention de vote référendaire et postréférendaire de l'électorat francophone

	Homme			Femme		
	Oui	Non	Ne sais pas/ pas de réponse	Oui	Non	Ne sais pas/ pas de réponse
1. Mesure préférendaire						
Voteriez-vous OUI ou NON à cette question?	57,9 (269)	28,5 (132)	13,6 (63)	48,2 (229)	34,6 (164)	17,2 (82)
Seriez-vous davantage porté à appuyer le OUI ou le NON? (relance)	5,7 (26)	3,1 (14)	— (16)	3,4 (25)	5,3	—
Intention de vote référendaire	63,5 (295)	31,6 (146)	4,9 (23)	51,6 (245)	39,9 (189)	8,5 (41)
2. Mesure postréférendaire						
Avez-vous voté OUI ou NON au référendum?	68,0 (233)	31,4 (107)	0,6 (2)	63,8 (224)	35,6 (125)	0,6 (2)

Source : Sondages SONDAGEM, 21 au 25 octobre 1995 et du 2 au 6 novembre 1995.

La courte campagne : la discussion publique

L'événement le plus important fut sans doute le lancement par les forces du oui, le 21 septembre 1995, de la brochure *Le cœur à l'ouvrage*¹⁹. Elle résume assez bien deux demandes faites par nombre d'intervenants durant les commissions régionales sur l'avenir du Québec. La première était de présenter aux Québécois et Québécoises un « projet de société » qui définirait les avantages sur les plans social, économique et culturel de voter oui. Selon les trois chefs politiques,

19. Le camp du changement, *Le cœur à l'ouvrage – Bâtir une nouvelle société québécoise*, 1995.

ce document contenait les éléments d'une seconde révolution tranquille au Québec. Par rapport à la période précédente, l'ensemble des sondages n'indique aucun gain de la part du camp du oui parmi l'électorat féminin.

La seconde était d'offrir, tant aux sympathisants du oui qui étaient inquiets qu'aux électeurs indécis, les arguments qui les convaincraient de la nécessité de la souveraineté. À la lecture, on constate qu'il ne s'agissait pas d'un texte de nature idéologique, mais plutôt d'un essai proposant des bases de discussion dans la perspective d'un oui gagnant. Comme le soulignait l'éditorialiste du quotidien *Le Soleil*, Raymond Giroux, qui voyait dans ce travail un effort louable des souverainistes, c'est une vision relativement originale de la société québécoise qui y est décrite : « les nationalistes se campent dans une conception de la société et de ses grandes tendances carrément différente des modes ultra-conservatrices nord-américaines. Les Québécois qui liront ce texte... se verront confrontés à une version originale de ce que peut être la vie en société. La social-démocratie... demeure bien vivante en terreau nationaliste »²⁰.

Un chapitre de l'ouvrage est consacré à l'égalité entre hommes et femmes ; il s'intitule « Le changement, pour une société de femmes et d'hommes vraiment égaux ». Les auteurs insistent sur l'importance de la participation des femmes au processus politique. Tout d'abord, ils soulignent le fait que le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme a affirmé que la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* protégeait mieux les droits des femmes que la *Charte canadienne des droits et libertés*.

De plus, le document insistait sur l'importance que le gouvernement du Québec a toujours accordée à l'égalité numérique des hommes et des femmes dans toutes les instances de décision. Par exemple, le « comité des priorités » du gouvernement Parizeau était composé de six membres, trois hommes et trois femmes, et la Commission sur l'avenir du Québec comptait presque autant de femmes que d'hommes. Il s'agissait d'aller plus loin : advenant l'indépendance, la Constitution d'un Québec souverain serait élaborée par un nombre égal d'hommes et de femmes, et ce, en accord avec la recommandation de la Commission nationale sur l'avenir du Québec.

Les forces du oui reconnaissaient également la nécessité pour un Québec souverain d'adopter une nouvelle approche à l'égard de la situation économique des femmes. Ces deux propositions étaient énoncées : 1. « Les forces du Oui appuient le développement de l'action communautaire et la reconnaissance des emplois d'utilité sociale, largement occupés par des femmes » ; 2. « Il faut faire cohabiter au Québec deux économies : celle de la compétition et des

20. Raymond Giroux, « Les cordes sensibles des Québécois », *Le Soleil*, 22 septembre 1995, p. A-8.

entrepreneurs, qui crée la richesse collective, et celle de l'entraide sociale et communautaire, qui fait du Québec une société accueillante et humaine»²¹. À ce propos, le chapitre sur l'emploi souligne que les lois fédérales sont moins généreuses que les lois québécoises en matière de conditions de travail : «Par exemple, les femmes enceintes ou qui allaitent ont le droit de cesser temporairement de travailler et de recevoir une indemnité si leur environnement de travail est dangereux. Mais la travailleuse assujettie aux lois fédérales n'a droit, au maximum, qu'à 60 % de son salaire, et seulement si elle se déclare "malade". Après un oui, elle aura droit à 90 %, comme les autres Québécoises, à titre préventif, comme il se doit»²².

Dans ce contexte, le document faisait une promesse importante : l'adoption par le gouvernement du Québec d'une loi sur l'équité salariale, qui appliquerait le principe : «à travail équivalent, salaire égal». Cette loi verra le jour un an après le référendum de 1995. En novembre 1996, la ministre de la Condition féminine, Louise Harel, la fit adopter.

La campagne référendaire : la décision

Deux événements importants auront un effet sur la campagne référendaire et auront une influence sur l'appui partisan des Québécois : la nomination de Lucien Bouchard à la fonction de négociateur en chef dans l'éventualité d'une victoire du oui, et surtout la déclaration de celui-ci au sujet des Québécoises qui seraient parmi les femmes de race blanche ayant le moins d'enfants²³. Le vote des femmes deviendra d'ailleurs un enjeu majeur des stratégies²⁴. Le camp du oui et les partenaires pour la souveraineté lanceront d'ailleurs l'«opération porte-voix» regroupant une cinquantaine de femmes qui sillonneront le Québec en autobus afin de rallier le plus grand nombre de femmes à la cause souverainiste et de démontrer que la souveraineté n'appartient pas à un seul parti politique mais à l'ensemble des citoyens du Québec.

Durant la campagne référendaire, comme les chiffres du tableau 1 l'indiquent, les femmes ont appuyé le non à 46,5 % contre 38,5 % pour le oui, alors que les hommes ont majoritairement appuyé le oui à

21. Le camp du changement, *op. cit.*, p. 62.

22. *Ibid.*, p. 23.

23. Philippe Cantin, « À moins de chercher des puces... Parizeau confronté à la déclaration de Bouchard », *La Presse*, 17 octobre 1995, p. B-1. Norman Delisle, « Bouchard tente de gagner les femmes à la souveraineté », *La Presse*, 15 octobre 1995, p. A-4. Sarah Scott, « Yes and No troops fighting hard for women's vote », *The Gazette*, 19 octobre 1995, p. A-1 et p. A-6.

24. Hélène Pedneault, « Au NON des femmes », *La Presse*, 26 octobre 1995, p. B-3.

51,1 % contre 39,6 % qui ont appuyé le non. Ces chiffres semblent à tout le moins confirmer l'existence d'un écart entre femmes et hommes. Toutefois, lorsqu'on tient compte de la langue maternelle, on note que le comportement des femmes francophones ne semble pas avoir différé de manière significative de celui de l'ensemble de la population masculine. Les derniers sondages de la campagne semblent même, en général, indiquer un rapprochement du vote féminin et du vote masculin. L'une des explications proposées est que le camp du oui, grâce à une campagne publicitaire agressive, a réussi à attirer davantage l'attention des mouvements féministes. Le Conseil de la souveraineté du Québec a d'ailleurs publié un message dans lequel il affirmait qu'en votant non, les femmes risquaient un recul irréparable de leur indépendance financière et de leurs acquis sociaux, alors qu'en votant oui, elles feraient «un pas de géant pour l'égalité». Le message spécifiait qu'après un oui, le Québec deviendrait «le premier État au monde où les femmes et les hommes à égalité, écriront la constitution de leur pays»²⁵.

De toutes les maisons de sondage, seul l'institut CROP a présenté l'appui des femmes francophones aux camps du oui et du non. Durant la courte campagne, les deux options étaient presque à égalité 41 % contre 39 %. Toutefois, au cours de la campagne référendaire, l'option du oui domine chez les femmes francophones par quelque onze points, 47 % contre 36 % (13 au 16 octobre 1995), et 48 % contre 38 % en fin de campagne (19 et 23 octobre 1995). Il est donc essentiel de distinguer le comportement des femmes francophones de celui des femmes anglophones, puisque la relation femme-vote est fautive si l'on n'utilise pas la langue comme variable contrôle.

L'analyse longitudinale indique que l'appui à l'option du non demeure assez stable durant les quatre périodes analysées, avec une oscillation autour de 45 %; chez les femmes, l'appui au non recule de 43,9 à 39,6 %, une baisse de 4,3 % entre décembre 1994 et octobre 1995 (tableau 1). Nous observons aussi que l'appui des femmes à l'option souverainiste croît de manière assez constante, passant de 33,8 % à 38,5 %, entre l'élection et le référendum, une augmentation de 4,7 %. Chez les hommes, l'option du oui fait un gain substantiel, passant de 44,8 % à 51,1 %, soit une hausse de 6,3 %. De plus, on note que les femmes sont en général plus indécises que les hommes; au début de la longue campagne, le pourcentage d'indécis au sein de l'électorat féminin se situait à 19,2 % pour graduellement diminuer et se retrouver à 15 % au moment de la campagne référendaire. Les hommes deviennent eux aussi moins indécis au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'échéance référendaire.

25. *Le Devoir*, 29 septembre 1995, p. A-2.

L'ÉVALUATION DE LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE PAR LES QUÉBÉCOISES

L'analyse longitudinale du vote indique donc certains mouvements au sein de l'électorat féminin entre l'élection du Parti québécois et la campagne référendaire²⁶. Pour mieux analyser ces variations, dans notre sondage panel nous avons cherché à identifier les facteurs qui modèlent l'appui partisan des femmes et des hommes. Les quelques données présentées dans les médias par les instituts de sondage indiquaient la présence d'un certain nombre de phénomènes intéressants. Les Québécoises et les groupes de femmes furent particulièrement attentifs au discours des deux camps, ce qui a provoqué des changements sensibles au sein de l'électorat féminin. Nous insisterons plus particulièrement, dans cette section, sur le comportement des Québécoises francophones, puisque les Québécoises anglophones et allophones ayant de manière générale adopté un comportement semblable à celui des hommes anglophones et allophones.

Notre sondage en fin de campagne référendaire révèle, au sujet de la structure de l'électorat francophone, un écart constant entre les hommes et les femmes dans les intentions de vote. Notre mesure à la fin de la campagne indique que 63,5 % des hommes francophones ont appuyé le camp du oui, alors que l'appui des femmes, quoique majoritaire, s'est situé à 51,6 %, pour un écart de 11,9 % (voir tableau 2). Notre mesure postréférendaire est intéressante car elle permet de constater que les femmes sont presque aussi nombreuses que les hommes (63,8 % contre 68,0 %) à affirmer avoir appuyé le camp du oui. Deux remarques s'imposent ici. Tout d'abord, l'appui au camp « gagnant » après une campagne, dans une mesure *a posteriori*, n'est pas nouveau. Toutefois, le fait que les femmes affirment davantage que les hommes avoir voté oui, tout en sachant pertinemment que le oui a perdu de justesse au référendum est significatif de l'importance qu'ont accordée les femmes à la campagne du oui. Cependant, si les Québécoises francophones avaient appuyé autant que les hommes le camp du oui en 1995, celui-ci l'aurait emporté, et la majorité aurait été nettement substantielle et se serait élevé à près de 55 %²⁷.

Une analyse plus précise de la structure de l'électorat féminin et masculin francophone en fonction de l'âge, du niveau d'éducation et du revenu (tableau 3) montre que le oui est majoritaire chez les femmes âgées entre 18 et 44 ans et qu'il est minoritaire chez les Québécoises francophones de 45 ans et plus²⁸. Le camp du non a obtenu

26. Voir le texte de Chantal Maillé et de Manon Tremblay dans ce numéro.

27. Maurice Pinard, Robert Bernier et Vincent Lemieux, *Le combat inachevé*, op. cit., p. 295.

28. Voir également Maillé et Tremblay dans ce numéro pour les résultats en fonction du statut d'emploi et du statut matrimonial.

des scores de plus de 50 % uniquement chez les femmes francophones de 55 ans et plus. C'est auprès de l'électorat féminin et masculin âgé entre 25 et 34 ans que le succès du oui est le plus important. Le lecteur avisé notera que le nombre d'indécis demeure plus élevé chez les femmes que chez les hommes pour toutes les catégories d'âge, sauf chez les hommes francophones de plus de 65 ans.

Tableau 3
La structure de l'électorat masculin et féminin francophone

	HOMME			FEMME		
	Oui	Non	N.S.P./ refus	Oui	Non	N.S.P./ refus
1. Mesure préréférendaire						
18-24	56,9 (33)	43,1 (25)	—	55,5 (30)	31,5 (17)	13,0 (7)
25-34	75,0 (78)	25,0 (26)	—	64,2 (52)	34,6 (28)	1,2 (1)
35-44	63,8 (83)	30,8 (40)	5,4 (7)	57,6 (68)	36,5 (43)	5,9 (7)
45-54	67,4 (64)	18,9 (18)	13,7 (13)	49,1 (54)	36,4 (40)	14,5(16)
55-64	46,2 (18)	48,7 (19)	5,1 (2)	31,8 (14)	50,0 (22)	18,2 (8)
65 et +	38,9 (14)	44,4 (16)	16,7 (6)	38,1 (24)	54,0 (34)	7,9 (5)
0-7	40,0 (12)	43,3 (13)	16,7 (5)	43,4 (23)	49,1 (26)	7,5 (4)
8-12	66,7 (126)	26,5 (50)	6,8 (13)	65,0 (128)	20,3 (40)	14,7(29)
13-15	63,3 (81)	36,7 (47)	—	63,3 (81)	21,9 (28)	14,8(19)
16 et +	64,7 (75)	30,2 (35)	5,1 (6)	74,2 (72)	9,3 (9)	16,5(16)
0-9999	70,6 (12)	29,4 (5)	—	50,0 (11)	40,9 (9)	9,1 (2)
10000-19999	47,6 (20)	50,0 (21)	2,4 (1)	50,7 (38)	48,0 (36)	1,3 (1)
20000-29999	64,5 (49)	30,3 (23)	5,2 (4)	57,8 (48)	38,6 (32)	3,6 (3)
30000-39999	62,0 (44)	38,0 (27)	—	51,9 (42)	35,8 (29)	12,3(10)
40000-49999	74,1 (60)	21,0 (17)	4,9 (4)	58,3 (28)	39,6 (19)	2,1 (1)
50000-59999	64,1 (25)	30,8 (12)	5,1 (2)	69,1 (29)	23,8 (10)	7,1 (3)
60000 et +	66,7 (70)	33,3 (35)	—	40,0 (24)	46,7 (28)	13,3 (8)
2. Mesure postréférendaire						
18-24	57,2 (28)	40,5 (20)	2,3 (1)	70,5 (28)	29,5 (12)	—
25-34	75,7 (60)	24,3 (19)	—	68,7 (45)	30,6 (20)	0,7 (1)
35-44	66,9 (64)	32,5 (31)	0,5 (1)	74,3 (69)	24,5 (23)	1,2 (1)
45-54	75,0 (51)	25,0 (17)	—	59,2 (45)	40,8 (31)	—
55-64	54,9 (15)	43,0 (11)	2,1 (1)	46,8 (15)	51,7 (17)	1,5 (1)
65 et +	63,0 (14)	37,0 (8)	—	50,6 (21)	49,4 (20)	—
0-7	58,8 (12)	38,6 (8)	2,7 (1)	57,1 (21)	42,9 (16)	—
8-12	72,1 (93)	27,6 (36)	0,4 (1)	61,4 (86)	38,3 (53)	0,4 (1)
13-15	64,2 (66)	35,8 (37)	—	66,8 (63)	31,5 (30)	1,7 (2)
16 et +	68,7 (62)	30,0 (27)	1,3 (1)	67,6 (54)	32,4 (26)	—
0- 9999	68,9 (7)	31,1 (2)	—	80,2 (12)	19,8 (3)	—
10000-19999	75,5 (22)	24,5 (7)	—	56,1 (30)	43,9 (24)	—
20000-29999	64,8 (37)	32,3 (19)	3,0 (2)	62,7 (40)	35,6 (23)	1,7 (1)
30000-39999	69,1 (37)	30,9 (17)	—	67,1 (40)	32,0 (19)	0,8 (1)
40000-49999	72,5 (45)	27,5 (17)	—	66,4 (27)	33,6 (13)	—
50000-59999	69,6 (21)	28,7 (9)	1,6 (1)	74,4 (26)	25,6 (9)	—
60000 et +	63,6 (56)	36,4 (32)	—	61,8 (29)	38,2 (18)	—

Nous n'avons pas fait d'hypothèses particulières concernant le comportement politique de cette catégorie de répondants et répondantes. Cependant, si nous adoptions la méthode proportionnelle, il faudrait probablement ajouter dans le camp du oui la catégorie Québécoises francophones de 45+ à 54 ans. Si tel était le cas, il faudrait sans doute affirmer que les femmes et les hommes francophones entre 18 et 54 ans ont voté majoritairement pour le oui, mais les hommes en plus grand nombre que les femmes. Toujours suivant cette hypothèse, seules les jeunes femmes francophones de 18 à 24 ans auraient été plus nombreuses à voter pour le oui que les jeunes hommes francophones.

En ce qui concerne le niveau d'éducation, plus l'électeur est scolarisé, plus il a tendance à appuyer le oui. Phénomène intéressant, l'électorat féminin francophone ayant plus de 16 années de scolarité a donné un appui de presque 10 % supérieur à celui des hommes ayant le même niveau de scolarité. Dans toutes les catégories de scolarité, les Québécoises francophones appuient davantage le oui que les hommes, exception faite de la catégorie 8 à 12 ans de scolarité, l'écart étant très mince. Le non domine uniquement chez les femmes et les hommes francophones les moins scolarisés.

En ce qui a trait à la variable « revenu », on observe que seules les Québécoises francophones dont le revenu est supérieur à 60 000 \$ n'ont pas appuyé majoritairement le camp du oui. Chez les hommes, ce sont ceux dont le revenu se situe entre 10 000 \$ et 19 999 \$ qui ont appuyé davantage le non. En comparant les différences entre hommes et femmes, on constate que les Québécoises francophones ont appuyé davantage le oui que les Québécois francophones dans deux catégories de revenus : entre 10 000 \$ et 19 999 \$ et entre 50 000 \$ et 59 999 \$. Finalement, le tableau 3 présente à titre indicatif et comparatif les résultats pour notre mesure post-référendaire. Le fait que les femmes affirment pour toutes les catégories, sauf chez les 55-64 ans, avoir voté majoritairement pour le OUI demeure un phénomène particulier qui reste à explorer.

Notre sondage panel abordait plusieurs questions concernant l'évaluation de la campagne référendaire. Comme le tableau 4 l'indique, l'ensemble de la population, et ce tant pour les femmes que pour les hommes, a estimé que le camp du oui avait eu les meilleurs porte-parole, la meilleure publicité, la meilleure campagne et les meilleurs arguments. Toutefois, il existe des écarts importants entre les femmes et les hommes, surtout en ce qui concerne la meilleure campagne (+13,6 % pour les hommes). Le score le plus faible pour le camp du oui, et ce tant chez les hommes que les femmes, concerne les arguments développés par ce camp, élément où le camp du non obtient ses notes les plus élevées, quoique très basses. Si des écarts

persistent entre femmes et hommes francophones, c'est que les Québécoises francophones semblent être plus disposées à affirmer que les deux camps ont bien performé et qu'elles demeurent plus indécises. Ce qu'il faut conclure de ces chiffres, c'est que le camp du OUI a nettement gagné la campagne référendaire et que tous les Québécois tant francophones qu'anglophones sont d'accord sur ce point.

Tableau 4
D'après vous quel camp, celui du OUI ou celui du NON, a eu jusqu'ici :

Ensemble de la population										
	Homme					Femme				
	Oui	Non	Les deux	Aucun	NSP/PR	Oui	Non	Les deux	Aucun	NSP/PR
les meilleurs porte-parole	56,4 (316)	14,4 (81)	9,1 (51)	7,2 (41)	12,8 (72)	42,9 (246)	20,2 (116)	10,9 (63)	6,9 (40)	19,0 (109)
les meilleurs arguments	46,5 (261)	21,2 (119)	7,3 (41)	9,1 (51)	15,9 (89)	37,3 (214)	23,1 (132)	9,9 (57)	7,5 (43)	22,2 (127)
la meilleure publicité	48,6 (260)	17,3 (92)	19,2 (103)	3,7 (20)	11,3 (60)	42,4 (229)	16,8 (91)	22,3 (120)	4,5 (24)	14,1 (76)
la meilleure campagne	57,9 (309)	13,2 (70)	10,8 (58)	5,7 (30)	12,4 (66)	44,3 (239)	16,4 (88)	17,0 (92)	5,1 (27)	17,3 (93)

Population francophone										
	Homme					Femme				
	Oui	Non	Les deux	Aucun	NSP/PR	Oui	Non	Les deux	Aucun	NSP/PR
les meilleurs porte-parole	60,5 (281)	11,3 (52)	9,3 (43)	6,5 (30)	12,54 (58)	7,2 (224)	15,1 (72)	11,4 (54)	7,5 (36)	18,8 (89)
les meilleurs arguments	52,0 (241)	16,8 (78)	6,6 (31)	9,6 (44)	14,9 (69)	41,6 (198)	16,6 (79)	10,6 (51)	8,7 (41)	22,4 (107)
la meilleure publicité	49,2 (219)	16,8 (75)	18,8 (84)	3,7 (16)	11,5 (51)	43,6 (196)	13,1 (59)	23,4 (105)	5,0 (23)	14,9 (67)
la meilleure campagne	60,7 (270)	10,4 (46)	11,3 (50)	5,2 (23)	12,4 (55)	47,5 (213)	11,7 (52)	18,2 (82)	5,9 (26)	16,8 (75)

Source : Sondagem, 21-25 octobre 1995.

Selon l'une de nos hypothèses, les femmes seraient plus sensibles que les hommes à certains arguments. Dans notre sondage, nous avons voulu savoir si certains sujets préoccupaient davantage les hommes que les femmes (voir tableau 5). Quatre thèmes attirèrent beaucoup l'attention des femmes francophones durant la campagne référendaire (plus de 65 %). Par ordre d'importance, ce sont la situation de l'emploi, les soins de santé, le coût de la vie et l'éducation. Chez les hommes, les mêmes thèmes reviennent, mais l'endettement des gouvernements les inquiète plus que l'éducation. La plus grande surprise est de constater que la baisse du taux de natalité est le thème qui préoccupe le moins tant les Québécois (27,1 %) que les Québécoises francophones (24,5 %).

Tableau 5
Pourriez-vous me dire si les sujets suivants vous préoccupent beaucoup, assez, un peu ou pas du tout ?

	Population francophone					
	Homme			Femme		
	Beau- coup	Assez	Un peu/ pas du tout	Beau- coup	Assez	Un peu/ pas du tout
L'éducation	62,8 (282)	22,8 (102)	14,3 (65)	65,5 (295)	19,8 (89)	14,8 (66)
La situation de l'emploi	77,6 (348)	16,3 (73)	6,17 (27)	6,9 (347)	14,7 (66)	8,5 (38)
Les soins de santé	66,8 (300)	23,4 (105)	9,8 (44)	75,5 (341)	19,2 (87)	5,3 (24)
La culture	38,2 (171)	27,8 (124)	34,1 (153)	42,3 (190)	31,7 (142)	26,0 (116)
Le coût de la vie	67,4 (302)	22,5 (101)	10,1 (46)	71,1 (321)	21,3 (96)	7,6 (34)
La situation de la langue	42,5 (191)	24,1 (108)	33,4 (150)	50,1 (226)	24,0 (108)	25,9 (117)
Les programmes de sécurité sociale	47,1 (209)	28,8 (128)	24,1 (108)	53,5 (241)	29,4 (132)	17,1 (77)
L'endettement des gouvernements	67,7 (304)	16,0 (72)	16,3 (73)	61,4 (276)	19,7 (88)	18,9 (85)
La baisse de la natalité	27,1 (121)	29,0 (129)	53,9 (195)	24,5 (110)	27,8 (125)	47,7 (214)

Source : Sondagem, 21-25 octobre 1995.

En fait, de tous les événements de la campagne référendaire, il faut surtout se rappeler le discours de Lucien Bouchard affirmant que les Québécoises étaient parmi les femmes de race blanche ayant le moins d'enfants. Cette déclaration a suscité l'ire des groupes de femmes, à tel point que Lucien Bouchard s'en est excusé publiquement. Le camp du non croyait d'ailleurs tenir là un filon pour refaire, comme lors du référendum de 1980, le coup des Yvettes et mobiliser les femmes contre le mouvement souverainiste. Toutefois, comme nous venons de le noter, ce thème préoccupait peu les femmes francophones en 1995 selon leurs dires.

Dans une autre question du sondage, nous avons tenté de déterminer si certains événements, dont la déclaration de Lucien Bouchard, auraient pu jouer un rôle majeur dans le vote référendaire des femmes francophones. Notre théorie du dépistage postule que certains éléments déclencheurs peuvent jouer un rôle sur le plan cognitif. Le tableau 6 indique d'abord que les femmes et les hommes francophones ont accordé plus d'importance à la nomination de Lucien Bouchard comme négociateur en chef, cet événement recueillant l'attention de 56,6 % de l'électorat féminin francophone et de 62,4 % de l'électorat masculin. La déclaration de L. Bouchard concernant les femmes de race blanche constitue néanmoins le second événement important, 36,2 % des femmes francophones y ayant accordé beaucoup ou assez d'importance contre 23,5 % des hommes. Toutefois les interventions de Paul Martin (32,6 %) et de Laurent Beaudoin (31,6 %) furent aussi remarquées par l'électorat féminin. Les hommes francophones ont pour leur part accordé plus d'importance au discours de Laurent Beaudoin (32,4 %) qu'à l'intervention de Lucien Bouchard.

Sur le plan de la perception ou des chances d'une victoire de l'un ou l'autre camp, les tableaux 7A et 7B sont fort révélateurs. Tout d'abord, advenant une victoire du oui, les femmes semblent plus inquiètes que les hommes des conséquences économiques de la souveraineté. Les principales préoccupations des femmes sont l'augmentation des taux d'intérêt (66,7 %), la baisse du niveau de vie (57,6 %) et les pertes d'emploi (51 %). Quant aux hommes, ces thèmes les préoccupent également, mais légèrement moins : l'augmentation des taux d'intérêt, 62,1 % ; la baisse du niveau de vie, 50,8 % ; et les pertes d'emplois, 41,1 %. Les hommes sont plus optimistes que les femmes quant à l'acceptation du Canada de négocier l'offre de partenariat ; 54,2 % croient qu'un refus est peu probable comparativement à 45,2 % des femmes. Les hommes sont aussi plus optimistes quant à la signature par le Québec de l'entente de libre-échange.

Tableau 6

Au cours de la présente campagne, avez-vous accordé beaucoup d'importance, assez d'importance, peu d'importance ou pas du tout d'importance aux événements suivants ?

	Population francophone					
	Homme			Femme		
	Beau- coup	Assez	Un peu/ pas du tout	Beau- coup	Assez	Un peu/ pas du tout
le débat à l'Assemblée nationale	6,2 (27)	12,6 (56)	81,2 (359)	5,0 (22)	14,6 (64)	80,5 (353)
les études économiques de Richard Le Hir	4,3 (18)	10,1 (43)	85,6 (360)	1,9 (8)	10,2 (42)	87,9 (363)
les prévisions de Paul Martin sur les millions d'emplois menacés	8,0 (35)	13,7 (60)	78,3 (342)	9,9 (43)	22,7 (98)	67,4 (292)
la déclaration de Lucien Bouchard sur les femmes et la race blanche	10,4 (45)	13,1 (57)	76,5 (332)	15,6 (67)	20,6 (88)	63,8 (273)
la volonté de Claude Garcia d'écraser les souverainistes	9,3 (38)	6,6 (27)	84,1 (342)	7,9 (32)	8,5 (35)	83,6 (342)
les interventions de Laurent Beaudoin, président de Bombardier	13,2 (58)	19,2 (84)	67,6 (295)	14,0 (59)	17,6 (74)	68,4 (289)
la nomination de Lucien Bouchard comme négociateur en chef	34,4 (151)	28,0 (123)	37,6 (165)	30,0 (131)	26,6 (116)	43,4 (189)

Source : SONDAGEM, 21 au 25 octobre 1995.

Tableau 7A
Advenant la victoire d'un OUI, d'après vous est-il très probable, assez probable ou peu probable que les situations suivantes se produisent ?

	Population francophone					
	Homme			Femme		
	Très	Assez	Peu	Très	Assez	Peu
Le Canada refusera de négocier un partenariat	21,2 (92)	24,6 (107)	54,2 (236)	18,5 (76)	36,3 (149)	45,2 (186)
Il y aura beaucoup de pertes d'emploi	17,4 (81)	23,7 (110)	51,3 (238)	19,0 (90)	32,0 (152)	39,0 (185)
Le Québec signera un traité de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique	40,6 (164)	41,1 (166)	18,3 (74)	30,1 (110)	45,1 (165)	24,8 (91)
Le niveau de vie baissera	21,1 (91)	29,7 (129)	49,2 (213)	24,1 (100)	33,5 (140)	42,3 (176)
Les taux d'intérêt monteront	23,8 (98)	38,3 (158)	37,9 (156)	26,0 (102)	40,7 (159)	33,4 (131)

Tableau 7B

Et maintenant, est-il très probable, assez probable ou peu probable que les situations suivantes se produisent advenant une victoire du NON ?

	Population francophone					
	Homme			Femme		
	Très	Assez	Peu	Très	Assez	Peu
Il y aura un retour de la violence au Québec comme en 1970	5,1 (22)	11,9 (51)	82,9 (354)	6,1 (25)	20,9 (87)	73,1 (306)
Ottawa profitera de la faiblesse du Québec pour couper ses paiements de transferts	22,8 (96)	30,7 (129)	46,5 (196)	19,8 (77)	35,0 (135)	45,2 (175)
Les députés du Bloc québécois à Ottawa démissionneront	8,5 (35)	19,8 (81)	71,8 (294)	10,5 (42)	20,4 (81)	69,1 (275)
Le Canada fera de nouvelles offres constitutionnelles au Québec	16,9 (72)	34,2 (147)	48,9 (210)	21,0 (83)	40,3 (159)	38,8 (153)

Dans l'hypothèse d'une victoire du non, quelque 61,3 % de Québécoises francophones estimaient qu'il était très et assez probable que le Canada fasse de nouvelles offres constitutionnelles au Québec ; seulement 52,1 % des hommes croyaient à une telle possibilité, 48,9 % estimant cette éventualité peu probable. Tout autant que les Québécois francophones, les femmes pensent que le gouvernement canadien profitera de sa victoire référendaire pour couper davantage dans ses paiements de transferts (64,8 %). Finalement, ni les Québécoises ni les Québécois ne craignent un retour de la violence au Québec ou la démission des députés bloquistes.

Au chapitre constitutionnel, les Québécoises francophones estiment majoritairement tout comme les hommes francophones, mais encore une fois à un moindre degré, que le Québec a le droit de se séparer du Canada, qu'il a les compétences pour devenir un pays souverain et que le projet de souveraineté politique est réalisable (voir

tableau 8). Toutefois, elles se différencient des Québécois par leur optimisme quant à la possibilité de réformer le fédéralisme canadien de façon à satisfaire le Québec et le reste du Canada.

Tableau 8

Personnellement, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec les opinions suivantes ?

	Population francophone			
	Homme		Femme	
	D'accord	Désaccord	D'accord	Désaccord
Il sera un jour possible de réformer le fédéralisme Canadien de façon à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada	39,3 (182)	54,0 (250)	45,1 (215)	41,0 (195)
Le Québec a le droit de se séparer du Canada	72,3 (336)	20,1 (93)	63,2 (300)	26,9 (128)
Le Québec a les compétences techniques, les ressources naturelles et le capital financier pour devenir un pays souverain	67,0 (311)	25,5 (119)	54,9 (261)	33,9 (161)
Le projet de souveraineté politique mis de l'avant par l'actuel gouvernement du Québec est réalisable	65,0 (302)	25,2 (25,2)	56,2 (267)	30,4 (145)

Source : Sondagem, 21-25 octobre 1995.

CONCLUSION

Dans cet article nous avons proposé une analyse particulière du vote des femmes, dans un cadre conceptuel original. Notre démarche et les résultats de notre enquête indiquent clairement que les femmes

ont de manière générale un comportement relativement semblable à celui des hommes, et ce, chez les groupes linguistiques francophones et anglophones. Les Québécoises et Québécois francophones ont appuyé majoritairement le camp du oui. Toutefois, l'appui des femmes francophones a été moindre que celui des hommes, plusieurs d'entre elles étant moins optimistes – certaines diront plus réalistes – que les hommes. Le camp souverainiste a fait des gains appréciables au sein des groupes de femmes. Toutefois, même s'il a, de l'avis des Québécoises, mieux performé globalement que le camp du non, il lui faudra faire davantage pour recueillir un appui plus substantiel des Québécoises et en particulier des Québécoises francophones.

Comme le soulignait la FFQ dans le bilan de sa participation active à la campagne référendaire :

L'expérience référendaire s'est révélée difficile et enrichissante. Nous avons réussi à parler du projet souverainiste avec beaucoup de femmes, sur la base de nos valeurs et de notre projet de société. Nous l'avons fait dans un esprit d'ouverture et de dialogue. Cependant, des interventions douteuses et parfois xénophobes de la part de porte-parole nationalistes, surtout des politiciens, sont venues nous mettre des bâtons dans les roues. Ces interventions ont attisé les craintes des femmes appartenant à des groupes minoritaires face aux conséquences de la souveraineté. Cependant, aucune de nos membres n'a remis en question le processus démocratique qui a précédé la prise de position de la FFQ ni la légitimité de sa décision²⁹.

Cette réflexion traduit en grande partie la réalité que nous avons présentée dans ce texte. Dans l'hypothèse d'un autre référendum, le camp souverainiste devra redoubler d'efforts pour présenter un projet de société cohérent, qui soit attirant pour l'ensemble de la population et en particulier pour les groupes de femmes. De là à affirmer que l'intervention malhabile de Lucien Bouchard concernant les femmes de race blanche a coûté la victoire au camp du oui est une hypothèse plausible, bien que d'autres facteurs puissent être évoqués. Il ne faut surtout pas oublier que le référendum de 1995, avec son taux de participation élevé, fut une occasion de mobilisation sans précédent. Pour remporter son prochain référendum, une nouvelle relation Québécoises-État devra poindre³⁰. Pour les fédéralistes, les arguments reliés au risque auquel expose la souveraineté sont plus susceptibles de rejoindre un électorat féminin francophone, tout de même plus optimiste quant aux possibilités de réforme du fédéralisme canadien.

29. Fédération des femmes du Québec, *Rapport d'activité 1995-1996*, 1996, p. 14-15.

30. Diane Lamoureux, « Les lendemains incertains du référendum québécois », *Les Cahiers du GRIF*, printemps 1996, p. 143-146.